

NOTE DE CONJONCTURE

N°22 – MARS 2019

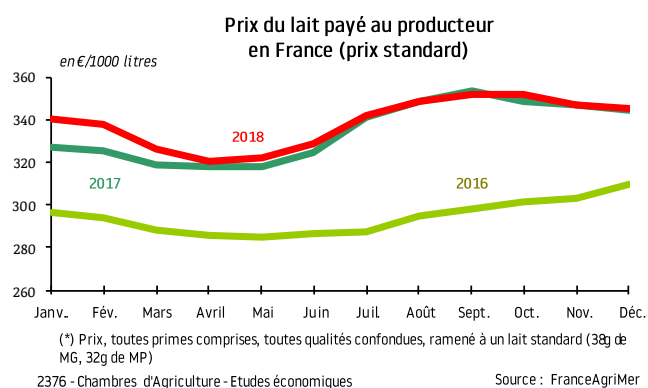
PRODUITS LAITIERS

LES MARCHÉS LAITIERS SE REDRESSENT EN 2019

Si les signes de redressement peuvent encore sembler timides pour les producteurs de lait, la conjoncture à l'œuvre depuis l'été 2018 apparaît relativement positive. La tension exercée sur les cheptels européens à la suite de la sécheresse estivale a permis de limiter les disponibilités sur les marchés laitiers. Dans le même temps, la robustesse des fondamentaux de la demande internationale, avec le retour d'acheteurs comme la Chine, a contribué à tirer l'ensemble des prix laitiers à la hausse. 2019 démarre donc sur des bases optimistes pour la filière. Néanmoins, la hausse du prix des charges (énergie et aliment) appelle à la vigilance le maillon élevage, dont les marges se contractent.

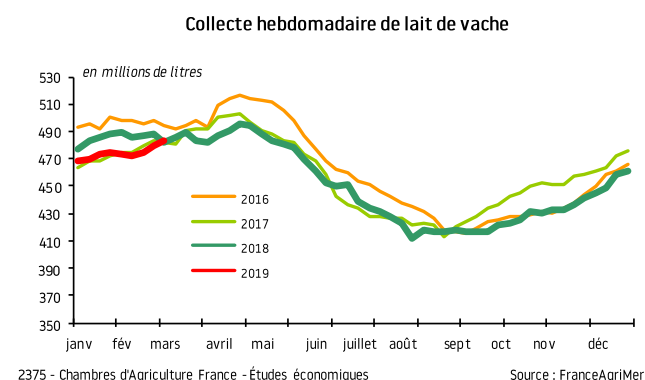
FRANCE

DES PRIX MIEUX ORIENTÉS



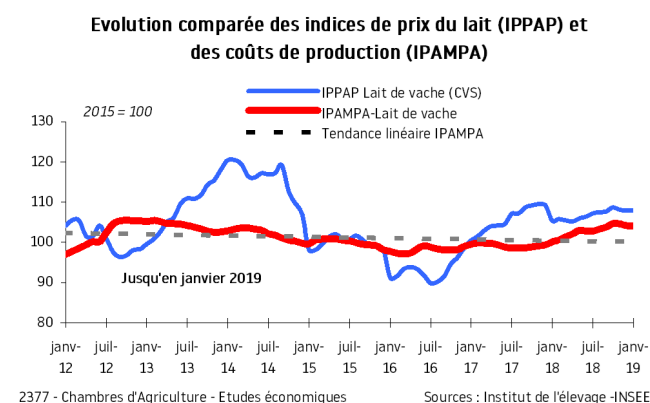
Les courbes du prix du lait standard de 2017 et 2018, tous laits confondus, se superposent depuis août 2018. Fin 2018, le prix du lait standard conventionnel se situe à 331,3 € pour 1000 litres : 14 € en dessous du lait standard, tous laits confondus. Sur l'ensemble de l'année, le prix moyen 2018 s'élève à 338,5 € pour le lait standard, tous types de lait : soit 1,2 % au-dessus du prix moyen de l'année précédente. Dans le cadre des négociations commerciales 2018, les premières signatures d'accords entre les industriels et la distribution ont sans doute permis de soutenir les prix du lait dans un contexte général de baisse de la collecte européenne. **Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)**

LA BAISSÉ DE LA COLLECTE SE POURSUIT



Enclenchée depuis août 2018, la baisse de la collecte de lait de vache se poursuit en France au 1^{er} trimestre 2019. Fin 2018, la collecte annuelle était en recul de 0,2 % (vs 2017). C'est dans le Sud-Ouest et en Charente-Poitou que la baisse a été la plus marquée (-5,5 et -3,2 %) ; à l'inverse, c'est dans le Grand Est, en Normandie et en Nord-Picardie que la hausse est la plus forte, de + 1,2 % à + 1,5 %. En 2019, la collecte de janvier-février est en recul de 2,5 % par rapport à 2018. Seule, la Normandie affiche une évolution positive (+1,4 %). Cette tendance baissière devrait encore se prolonger en raison du manque général de stock fourrager. **Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)**

HAUSSE DES CHARGES EN 2018



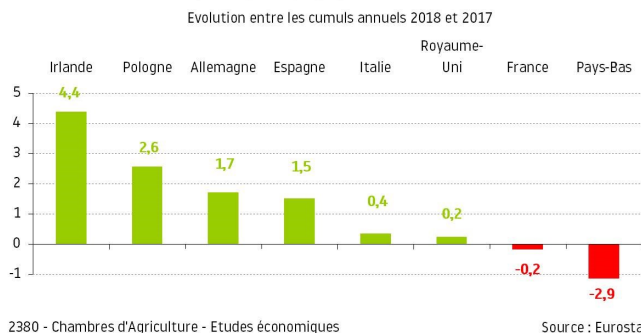
La courbe du prix des charges de production est parallèle à celle des prix du lait au cours de l'année 2018. L'IPAMPA Lait de vache progresse de 3,6 %, à 101,7 en base 100 – « 2015 ». C'est le poste «énergie et lubrifiants» qui affiche la hausse la plus importante (indice 114,3 en 2018). Le poste des « biens et services d'investissement » est également en hausse sensible en 2018 (106,5 pour les matériels et ouvrages), tout comme le poste aliment acheté qui s'accroît de 3,8 %. Le poste « engrais et amendements » est en baisse avec un indice moyen à 90,3 pour l'année 2018.

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

FAIBLE CROISSANCE DES VOLUMES EN 2018

Avec des volumes en croissance de 0,8 % en 2018, la progression de la collecte européenne se situe dans la lignée des prévisions publiées à l'automne dernier par la Commission européenne. En tonnage, l'Allemagne, l'Irlande et la Pologne sont les trois premiers contributeurs à cette hausse. Après une phase de croissance, la production avait reculé sous son niveau de 2017 dès le mois de septembre, en lien avec les conséquences de la sécheresse estivale (manque de fourrage et diminution du cheptel laitier) et la hausse des coûts de production (prix de l'aliment et de l'énergie). Les éleveurs du Pays-Bas sont ceux qui ont le plus baissé leurs effectifs et les tonnages produits, toujours dans l'optique de se mettre en conformité avec leurs nouvelles normes environnementales sur le phosphore. En décembre 2018, le nombre de vaches laitières apparaît en recul de 1,6 % à l'échelle de l'Union, avec une baisse constatée au sein de 20 pays de

Evolution de la collecte de lait des 8 principaux pays producteurs de l'UE



l'Union. Ainsi, la collecte se situe en retrait en janvier 2019 (-1,2 % par rapport à janvier 2018). Néanmoins, des conditions météo favorables à la pousse de l'herbe pourraient redonner de la vigueur à la production dès ce printemps.

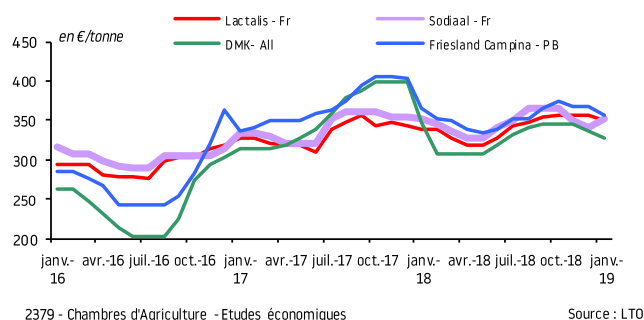
Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

PAS DE REMONTÉE DU PRIX DU LAIT EN 2018

Loin de la hausse espérée, le prix européen moyen pondéré par la production s'établit à 341 € / 1 000 litres en 2018, 2 % en-dessous de son niveau de 2017. La remontée trop timide des prix de la poudre et les cours du beurre moins fermes qu'en 2017 n'ont pas permis une revalorisation du prix payé aux producteurs. De plus, pour de nombreux transformateurs laitiers européens, 2019 s'ouvre avec des prix stables voire encore en baisse par rapport à 2018.

La libération des stocks publics de poudre de lait, à 99 % remis sur le marché d'après la Commission européenne, et des marchés laitiers plutôt bien orientés devraient jouer favorablement sur les prix du lait dans les mois à venir, dans un contexte de production mondiale plutôt bien équilibrée avec la demande. Cependant, la perspective d'une conclusion sans accord des négociations du Brexit inquiète les acteurs

Prix du lait pratiqués par quelques transformateurs européens



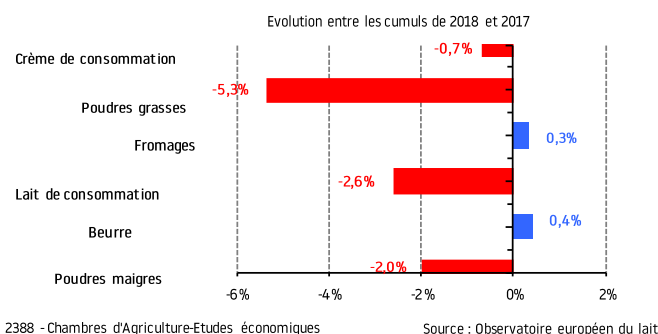
de la filière. Ils craignent une profonde déstabilisation des marchés et à la clef, une nouvelle dégradation des prix du lait.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

FAIBLE HAUSSE DE LA PRODUCTION DE BEURRE ET DE FROMAGES

La production de poudre maigre recule en 2018. Les cours de la poudre se sont améliorés tout au long de l'année mais sans réellement décoller du niveau du prix d'intervention (1 698 €/tonne) et inciter à produire de la poudre. Début 2019, la quasi-totalité des stocks publics de poudre sont vendus, la demande à l'exportation est vigoureuse et les cours se redressent. La production pourrait être redynamisée dans les mois à venir. Les fabrications de beurre, co-produit de la poudre, progressent légèrement pour répondre à la demande intérieure, les exportations sont quant à elles pénalisées par des prix, certes en baisse mais encore élevés. La production de fromages augmente elle-aussi faiblement en 2018, la demande est soutenue sur le marché intérieur comme à l'exportation. L'ensemble des autres fabrications se replient en volume en 2018.

Évolution des fabrications de produits laitiers dans l'UE



Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)

Erratum : la précédente édition de cette note de conjoncture faisait état d'une progression des fabrications de poudre écrémée sur les sept premiers mois de 2018. Les statistiques européennes révisées depuis contredisent ces résultats : sur cette période, les fabrications sont restées quasiment stables (-0,1%) en comparaison à 2017.

LA PRODUCTION MONDIALE DE LAIT CONTINUE SA PROGRESSION

Malgré le tassement de la collecte en Union européenne et en Australie, la collecte mondiale devrait poursuivre une croissance ininterrompue depuis 2015. La production de lait des principaux exportateurs a augmenté en moyenne de 2,8 millions de tonnes par an sur la période 2015-2019. En janvier 2019, la collecte européenne connaît un 5ème mois de recul consécutif après un été 2018 particulièrement sec qui a impacté le potentiel productif. Mais les conditions très humides du mois de mars devraient favoriser la pousse de l'herbe et inverser la tendance. En Argentine, la reconstitution des cheptels après les inondations de 2017 ainsi que la progression régulière de la marge économique a permis de relancer la dynamique de production. Aux Etats-Unis, la production continue d'être tirée par une demande intérieure robuste, et ceci malgré la vague de froid polaire en début d'année. Des phénomènes climatiques qui ont eu des répercussions tout autres en Australie. L'intense sécheresse sur la fin de l'année 2018 et les graves inondations du début

Tableau 1 - Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux en millions de tonnes

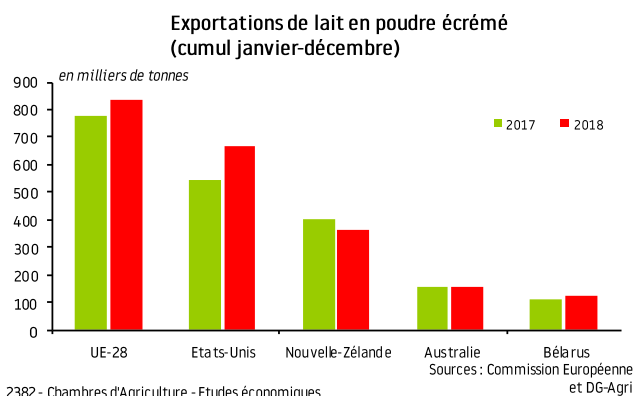
Pays	2017	2018 (Est.)	2019 (Prév.)	Evolution 2017/2018 (%)	Evolution 2018/2019 (%)
UE-28	153,4	154,8	156,2	0,9%	0,9%
Etats-Unis	97,7	98,8	100,1	1,1%	1,3%
Nouvelle-Zélande	21,5	22,2	22,2	3,3%	0,0%
Argentine	10,1	10,8	11,4	6,9%	5,6%
Australie	9,5	9,4	9,3	-1,1%	-1,1%

Source : USDA

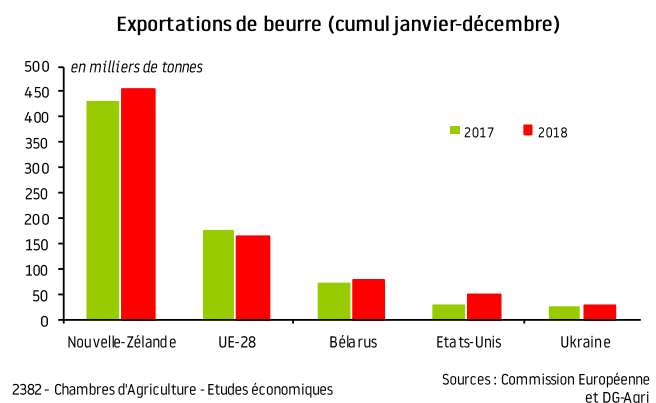
d'année 2019 ont provoqué de lourdes pertes dans les cheptels australiens. De ce fait, les prévisions de production pour l'année 2019 risquent d'être significativement revues à la baisse. Enfin, après un début d'année au ralenti, la fin de l'année 2018 a vu la production néo-zélandaise se redresser à la faveur de conditions climatiques favorables, en particulier pendant le pic de collecte saisonnier.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

DES ÉCHANGES MONDIAUX DE PRODUITS LAITIERS ROBUSTES

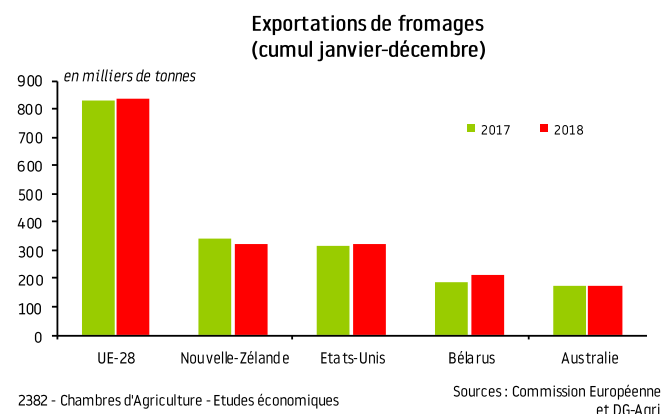


2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques



2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Le commerce international de produits laitiers se redresse après plusieurs années de perturbations. A la faveur d'une demande mondiale robuste, notamment du fait d'un retour aux achats de la Chine sur la poudre de lait, les volumes d'exportations des protéines laitières connaissent une dynamique des plus fermes. Les exportations de poudres maigres européennes se sont ainsi accrues de 7 % entre 2017 et 2018, pour s'établir à 834 000 tonnes. Un appel d'air dont les États-Unis ont également profité en accroissant leurs expéditions de 22 %, soit plus de 665 000 tonnes exportées, au contraire de la Nouvelle-Zélande qui a perdu des parts de marché avec 10 % de baisse d'exportations. Le commerce de fromages reste stable par rapport à 2017, l'Union européenne consolidant sa place de premier exportateur mondial. Les exportations européennes ont d'ailleurs franchi le seuil des 830 000 tonnes, alors que la Nouvelle-Zélande accuse une baisse de ses expéditions de 6 % sur la même période. Il semble que les opérateurs néo-zélandais ont davantage recentré leur activité commerciale sur le



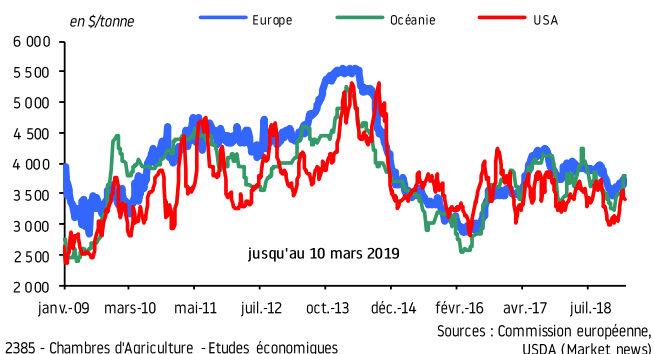
2382 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

beurre, dont la demande mondiale continue de croître inlassablement. Les exportations de beurre néo-zélandais affichent ainsi une progression de 5 %, soit 22 000 tonnes supplémentaires mises en marché. Les exportations de beurre européen continuent leur repli (- 8% 2018 vs 2017), conséquence d'une forte demande intérieure et de prix supérieurs à ceux des autres bassins de production.

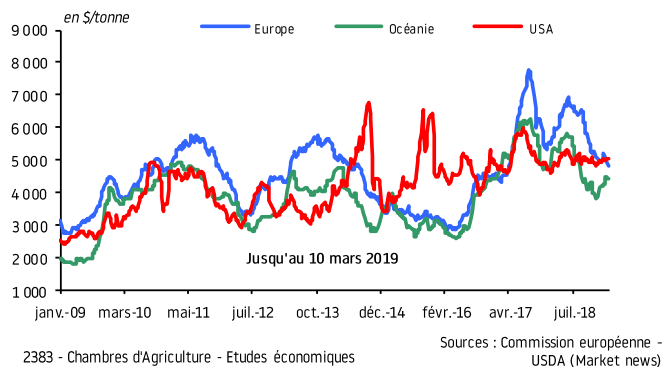
Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

PRIX DES PRODUITS LAITIERS : NORMALISATION EN VUE ?

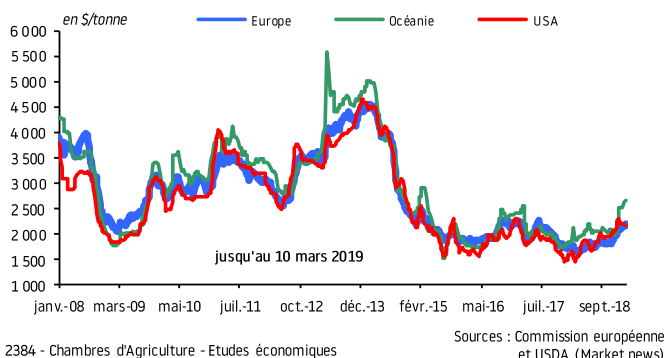
Prix du cheddar



Prix du beurre



Prix de la poudre de lait écrémé

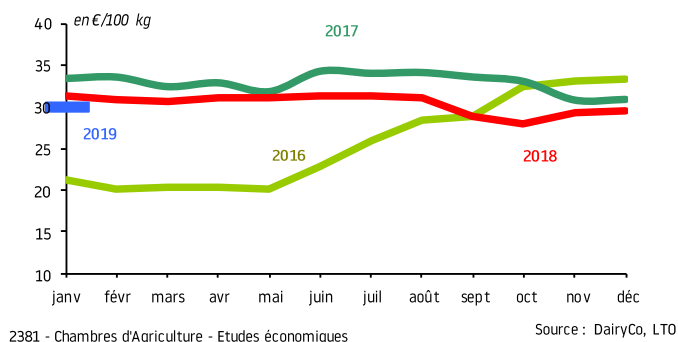


Le retour aux achats des acheteurs de poudre ainsi que le ralentissement des fabrications ont permis d'exercer une pression à la hausse sur les prix. A cela s'ajoute la liquidation enfin achevée début 2019 des stocks de poudre détenus par la Commission européenne. Le cours de la poudre dépasse le plafond des 2000 \$/T, et devrait continuer de croître en 2019. Le marché des fromages oscille dans un couloir de prix compris entre 3000 et 4000 \$/T depuis 2016. Après les pics de 2017-2018, le prix du beurre tend à retrouver un niveau proche des 5000 \$/T, dû à une offre plus abondante et une demande stable.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

PRIX DU LAIT DANS LE MONDE : LES REGARDS Tournés VERS LA CHINE

Prix du lait payé par Fonterra (Nouvelle-Zélande)



Si le prix du lait néo-zélandais semble suivre une tendance similaire aux deux années précédentes, la Chine est fortement revenue aux achats en ce début d'année 2019, en profitant entre autre de la hausse des contingents d'importation exemptés de droits de douane sur la poudre néo-zélandaise. L'indice de la plateforme d'enchères néo-zélandaise Global Dairy Trade (GTD) est ainsi en constante progression depuis trois mois, et atteint 1068 points à la mi-mars, preuve d'un commerce mondial dynamique. Ceci devrait ainsi stimuler le prix producteur sur les prochains mois à venir.

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

FRANCE—PRODUITS LAITIERS

DES FABRICATIONS DYNAMIQUES AU PREMIER SEMESTRE

Fin 2018, à l'exception du beurre qui affiche une augmentation annuelle de 2 % des volumes produits, les autres fabrications sont en recul, en lien avec la baisse de la collecte annuelle. La baisse est plus importante pour les poudres de lait (-7,4 %) et le lait conditionné (-3,8%). Les fabrications de fromages et spécialités fromagères sont globalement stables en 2018. En janvier 2019, la baisse se poursuit pour les poudres de lait (-9,9 % par rapport à janvier 2018). Les fabrications de lait conditionné, de beurre et de fromages sont en hausse sensible en ce début d'année.

Tableau 2 - Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	déc-18			Cumul année 12 mois	
	quantités (1000 tonnes)	évolution M/M-1 (%)	évolution / mois N / N - 1 (%)	quantités (1000 tonnes)	Evolution annuelle (%)
Lait conditionné	285 544	8,10%	-3,90%	3 173 906	-3,80%
Beurre	36 231	15,50%	-3,50%	410 598	2,00%
Poudres de Lait	44 621	23,30%	-9,10%	501 545	-7,40%
Fromages et spécialités fromagères	134 963	-6,80%	-0,40%	1 709 002	-0,70%
Crème	40 860	-4,70%	-6,10%	458 784	-0,80%

Contact : Bruno BOSCHIERO (CA Meuse)

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

OÙ VA LE LAIT DE VACHE COLLECTÉ ET TRANSFORMÉ EN FRANCE ?

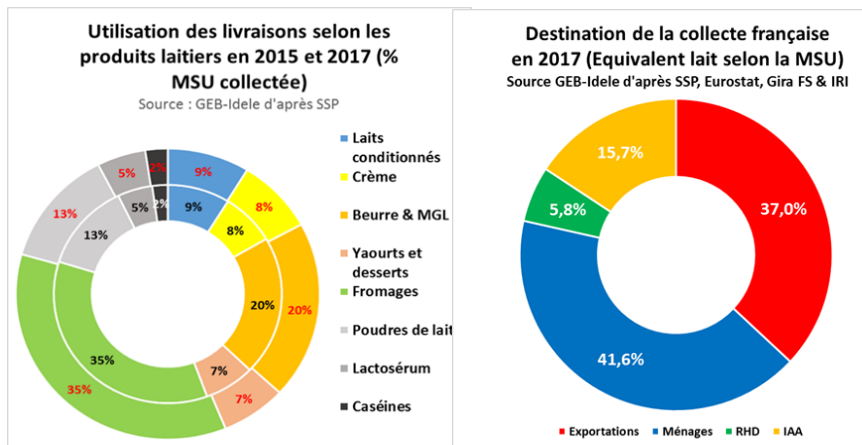
En 2017, les produits laitiers français consommés par les ménages ont absorbé 41% de la ressource laitière transformée en France, soit un peu plus que les exportations de produits laitiers (37%). Loin derrière, le débouché agro-alimentaire n'a utilisé que 16% de la ressource laitière française, devant la restauration hors domicile (RHD) à 6%. La place des produits laitiers à base de lait français varie fortement selon les débouchés intérieurs. Elle est ultra-dominante dans les produits achetés par les ménages, majoritaire (63% des volumes) dans ceux vendus à la RHD. En revanche, elle est faible, estimée à 45%, dans les ingrédients laitiers (beurre, crème, poudre de lait) achetés par les industries agro-alimentaires non laitières.

Estimée à 20,9 milliards de litres équivalent lait en 2017, la consommation française de produits laitiers est approvisionnée pour les 71% en produits fabriqués en France et pour 29% en produits importés. Plus de la moitié des volumes consommés (52%) est achetée par les ménages, loin devant les IAA et la RHD, respectivement 39% et 9% de la consommation nationale calculée par bilan. La consommation française de produits laitiers est déséquilibrée : elle utilise beaucoup plus de matière grasse que de matière protéique. Ce déséquilibre se répercute sur le commerce extérieur : la France est légèrement déficitaire en matière grasse et très excédentaire en matière protéique.

En France, comme dans la plupart des pays développés, les éleveurs de vaches laitières commercialisent la quasi-totalité de leur production en lait cru (98,5%). Depuis la fin des quotas laitiers, la production française de lait de vache a légèrement reflué, après avoir significativement progressé entre 2010 et 2014.

Le lait de vache conventionnel (hors SIQO) reste prédominant (80,3% en 2018), mais recule sensiblement année après année du fait de l'essor du lait AB (passé de 2 à 3,5% en 5 ans) ; les laits AOP se maintiennent globalement dans le temps. A noter aussi le succès récent et fulgurant des laits différenciés hors SIQO (lait sans OGM, lait de pâturage, lait de foin) dont le volume total produit pourrait approcher 1% de la collecte nationale. Ces laits sont à jour presque exclusivement conditionnés en laits de consommation, mais les gammes s'élargissent progressivement avec des valorisations sous forme de beurre, de crème et de fromages.

Graphes : Utilisation de la collecte laitière et destination des fabrications selon les débouchés



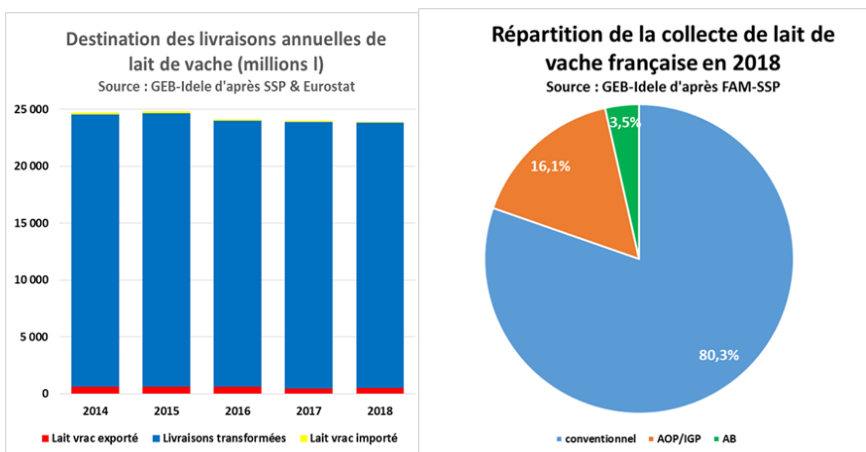
Les fromages, toutes spécialités confondues, sont les fabrications qui utilisent le plus de lait (35% de la matière solide du lait en 2018), devant le beurre et la crème (20% et 9%), les laits conditionnés (9%), les yaourts et desserts (7%). Les ingrédients secs utilisent 20% de la MSU. Malgré l'érosion de la ressource laitière, l'utilisation du lait a peu varié entre 2015 et 2018.

LES ACHATS DES MÉNAGES : 1ER DÉBOUCHÉ SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

En 2017, les ménages ont acheté l'équivalent de 10,9 milliards de litres de lait. Ils consomment surtout des fromages (45% de la MSU), secondairement du beurre, des laits conditionnés, de la crème, des yaourts et desserts lactés (respectivement 17%, 15%, 9% et 7%). La consommation des ménages est plus riche en matière grasse (11,5 milliards de litres) qu'en matière protéique (10,0 milliards de litres). La part des produits laitiers importés dans les achats des ménages est faible : de 1 pour les yaourts à 14% pour les fromages au sein desquels la part varie de 1% pour les pâtes molles à 50% pour les pâtes filées. En somme 91% des produits laitiers achetés par les ménages sont fabriqués avec du lait français, lequel utilise presque 42% de la collecte en 2017.

LA RHD : UN DÉBOUCHÉ SECONDAIRE QUI ABSORBE MOINS DE 6% DE LA COLLECTE FRANÇAISE

La consommation de produits laitiers dans la RHD (Restauration hors domicile) est bien moindre. Estimée à moins de 2 milliards de litres équivalent lait (9% de la consommation totale en 2017). Elle repose à part égale en MSU sur celle de fromages et celle de matière grasse (beurre et crème confondus) ; celle de laits conditionnés de yaourts et d'ultra-frais étant relativement faible. La con-



La collecte de lait vache produit en France est presque totalement transformée en France. Moins de 2% de la collecte (456 millions de litres) est exportée essentiellement en lait entier, surtout vers la Belgique et l'Allemagne (effets frontaliers) et secondairement vers l'Italie, pays déficitaire en ressource laitière. Les importations de lait vrac sont marginales (<66 000 t en 2018), signe d'un faible appétit des transformateurs laitiers français. En termes de bilan, l'industrie laitière implantée en France, largement dominée par les capitaux français, transforme presque exclusivement (99,7%) du lait produit en France.

OU VA LE LAIT DE VACHE COLLECTÉ ET TRANSFORMÉ EN FRANCE ?

sommation en RHD est encore plus déséquilibrée entre le composant matière grasse (estimée à 2,3 milliards litres équivalent lait) et celui en protéine (1,3 milliard de litres équivalent lait). La part des produits importés est plus conséquente, mais encore secondaire (27% de la MSU totale consommée). Elle varie de 5% pour les yaourts à 30% pour la crème, en passant par 20% pour les laits conditionnés, 25% pour le beurre et l'ensemble des fromages.

LES IAA, UN DÉBOUCHÉ MAJEUR, AVEC 40%

DE LA CONSOMMATION NATIONALE

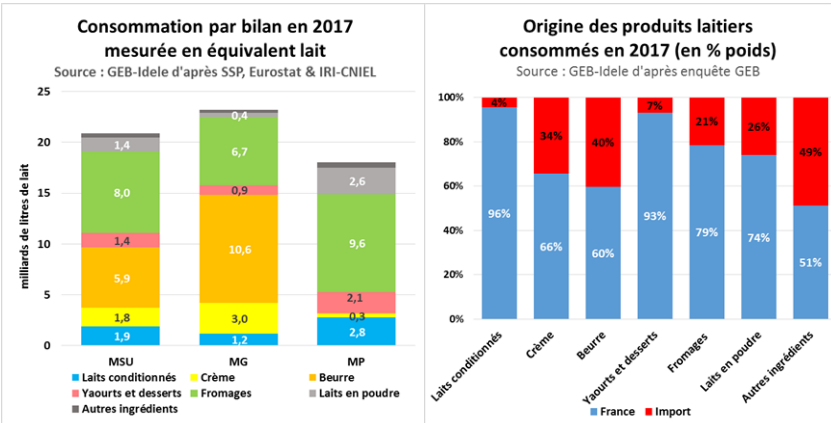
Les IAA (industries agro-alimentaires) non laitières achètent de grande quantité d'ingrédients laitiers, surtout du beurre et de la crème, mais aussi des fromages, de la poudre de lait et de lactosérum. Ils entrent dans la fabrication de nombreux produits finis pour l'alimentation humaine (biscuits, viennoiserie, plats préparés, glaces, laits infantiles...), mais aussi pour l'alimentation animale, voire pour l'industrie (caséines). Ce débouché, qui absorbe l'équivalent de 8,3 milliards de litres équivalent lait en 2017, soit 40% de la consommation nationale totale en 2017, a des besoins sensiblement moins déséquilibrés entre matières grasses et protéines que les deux autres circuits. En revanche, la part des produits laitiers importés est prédominante (55% de la MSU totale utilisée) avec une part très élevée pour le beurre et la crème (60 à 80%) et beaucoup plus faible pour les poudres de lait (28%).

CONSOMMATION TOTALE PLUS RICHE EN MATIÈRE GRASSE QU'EN PROTÉINES

Ainsi tous circuits confondus, la consommation française de produits laitiers est estimée à 20,9 milliards de litres équivalent lait en 2017 dont 38% de fromages, 28% de beurre 9% de crème et 16% de laits conditionnés et fermentés. Elle utilise davantage de matière grasse que de matière protéique, respectivement 23,2 et 18,0 milliards de litres équivalent lait. Elle est approvisionnée pour 71% en produits lait à base de lait français (14,9 millions de tonnes) et pour 29% à base de produits importés.

Ce déséquilibre se répercute sur le commerce extérieur. D'un côté la France importe surtout des produits riches en matière grasse (beurre cube et crème vrac), mais aussi des fromages et secondairement des ingrédients secs. Le beurre et la crème importés sont essentiellement achetés par les IAA non laitières de même que les ingrédients secs. Les fromages importés sont en revanche consommés pour moitié des volumes par les ménages pour 17% par les IAA

et pour 14% par la RHD. Les importations totales de produits laitiers sont estimées à 6,0 milliards de litres équivalent lait, dont 4,0 milliards de litres pour le composant protéique et 7,5 milliards de litres pour le composant matière grasse.



De l'autre, la France exporte des produits de grande consommation (fromages, beurre plaquette, crème, ultra-frais), dont la composition est globalement équilibrée, mais aussi des ingrédients secs riches en protéines. En somme les exportations totales de produits laitiers absorbent l'équivalent de 7,2 milliards de litres pour le composant matière grasse (30% de la collecte nationale) et 10,7 milliards de litres pour le composant protéique.

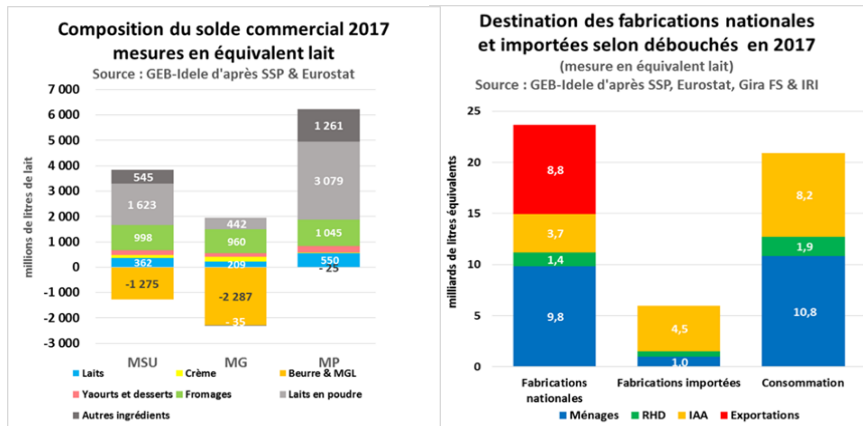
Ainsi le solde du commerce extérieur est légèrement déficitaire en matière grasse (-380 millions de litres équivalent lait en 2017 sur 23,9 milliards de litres de collecte) et très excédentaire en matière protéique (+6,2 milliards de litres équivalent lait la même année), soit un degré d'autosuffisance de près de 135%. Dans le détail, le bilan commercial est excédentaire pour tous les produits laitiers à l'exception du beurre et de la matière grasse du lait.

Cette situation se répercute sur la valeur du commerce extérieur même si les matières grasses exportées sont plus chères que les matières grasses importées. La France enregistre un déficit structurel en beurre et crème (-714 millions € en 2018) qui tend à se creuser. En revanche, la balance commerciale est très excédentaire en fromages (1,5 milliard €) de même qu'en ingrédients secs (795 millions €). Tous produits laitiers confondus, la France dégage un excédent commercial de 2,86 milliards €, dont 6,97 milliards d'€ d'exportations et 4,1 milliards d'€ d'importations.

ENCADRÉ—MÉTHODOLOGIE

Le Département Economie de l'Institut de l'Élevage a constitué une base de données qui génère des bilans matière par famille de produits laitiers selon quatre unités de mesure : produit brut, protéine, matière grasse et matière solide utile (matière protéique + matière grasse). La base de données combine plusieurs sources : les fabrications issues de l'enquête annuelle laitière du SSP, le commerce extérieur extrait d'Eurostat, les ventes aux ménages dans les grands circuits (IRI -CNIEL), les achats des ménages tous circuits fournis par le panel Kantar (achats des ménages) et les ventes dans la RHD estimées par le GIRA Food pour le CNIEL. Elle ventile l'origine géographique des produits achetés par les ménages et par la RHD selon leur origine (France et Import) sur la base d'enquêtes réalisées en 2018 auprès des distributeurs, grossistes et fabricants.

La création de la base de données a bénéficié de l'appui financier de FranceAgriMer et de la collaboration du CNIEL pour la fourniture des données de consommation.

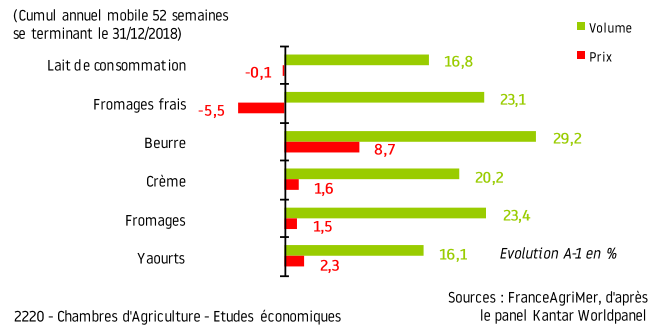


Contact : Gerard You, Responsable du Service Economie des filières à l'Institut de l'Élevage (IDELE)

LA CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS BIO EN FORTE CROISSANCE

Le bilan des achats par les ménages des produits bio en 2018 évolue positivement à l'inverse de celui des produits laitiers conventionnels. Les achats de beurre bio progressent en volume de 29,2 % par rapport à 2017, alors que le conventionnel perd 5,8 %. 2018 est une année record pour la production de lait bio puisqu'elle enregistre une hausse de 30 % par comparaison à 2017, soit au total près de 837 millions de litres de lait bio produits. Les fabrications de produits laitiers bio ont donc suivi en conséquence. La forte demande des consommateurs a permis d'absorber cette hausse de la production et de limiter le repli du prix du lait bio réel payé au producteur, ce dernier atteignant en moyenne 460,70 € les 1000 litres sur les 10 premiers mois de 2018. Les produits laitiers bio continueront à avoir le

Evolution des achats de produits laitiers biologiques par les ménages

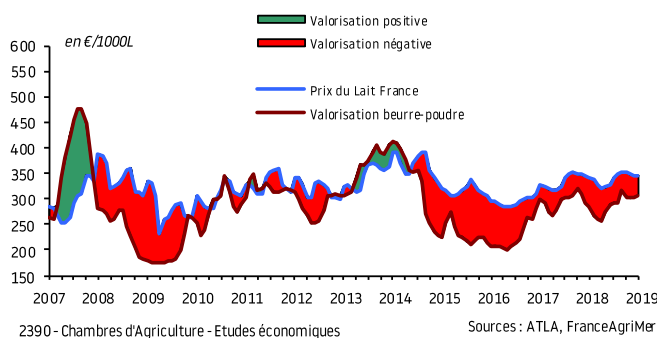


vent en poupe, les Français privilégiant toujours plus la « premiumisation » dans leurs achats alimentaires.

Contact : Chantal ROVELLI (APCA)

VALORISATION BEURRE-POUDRE NÉGATIVE

Valorisation du couple beurre-poudre pour la laiterie France (jusqu'en janvier 2019)



Le déséquilibre observé de la valorisation beurre-poudre par rapport au prix du lait* en 2018 semble revenir progressivement à la normale.

Cependant, le niveau de valorisation reste encore négatif, et ceci depuis presque cinq ans.

*prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP).

Contact : Quentin MATHIEU (APCA)

DES SOLDES COMMERCIAUX CONTRASTÉS EN PRODUITS LAITIERS

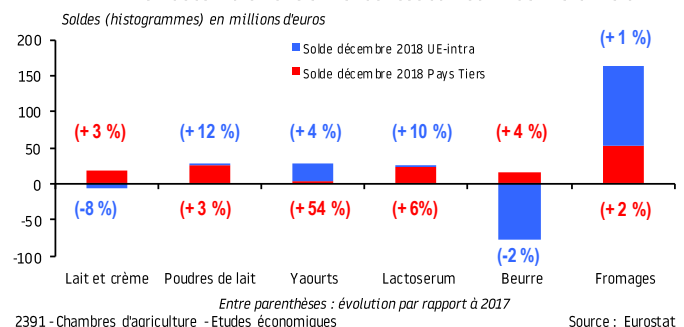
Les soldes commerciaux de produits laitiers ont enregistré un redressement significatif sur l'année 2018. Il faut y voir la résultante d'un dynamisme sur les Pays-Tiers, en particulier sur les yaourts, le lactosérum, et dans une moindre mesure sur le beurre.

Les échanges sur l'Union européenne se sont également bien comportés, à l'exception de la catégorie lait et crème, ainsi que du beurre.

Ce redressement des soldes commerciaux est imputable à une demande mondiale bien orientée, participant d'un meilleur profil des prix. En intégrant les glaces, l'excédent de la France en produits laitiers se fixe en 2018 à 2,4 milliards d'€, en baisse de 8% par rapport à 2017.

Cette contraction est due à une hausse des importations de produits laitiers, alors que les exportations ont connu une légère baisse en 2018.

Soldes commerciaux français des produits laitiers en décembre 2018 et tendances sur les 12 derniers mois



Sur l'UE, les excédents proviennent de nos échanges avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Nos déficits sont concentrés sur quatre pays, les Pays-Bas, le Danemark, la Pologne et l'Irlande, et concernent le beurre et les fromages. Concernant les Pays-Tiers, la Chine est devenue un client important pour les produits français, en particulier en poudre de lait, en crème et en lactosérum. Rappelons que la France exporte près de 43% de sa production laitière.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

ANNEXE – TABLEAU RÉGIONAL

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Rappel des livraisons 2017/2018 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2018 à janvier 2019 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en janvier 2019 (€/1000l)	Evo. du prix du lait janvier 2019 / janvier 2018 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er février 2019 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	25 123 440	10,4	365,6	371,8	1,3	488	-2,6%
Bourgogne-Franche-Comté	16 447 180	6,8	437,6	445,1	3,6	268	-0,8%
Bretagne	54 444 140	22,6	326,5	333,4	2,1	774	-0,3%
Centre-Val De Loire	4 335 980	1,8	337,3	339,2	0,8	61	-1,3%
Corse	0	0,0				0,1	1,5%
Grand-Est	22 591 310	9,4	334,7	337,3	1,3	334	-0,2%
Hauts-de-France	22 811 400	9,5	326,5	327,1	0,6	312	0,4%
Ile-de-France	393 560	0,2	350,7	346,0	3,6	6	-0,5%
Normandie	37 315 450	15,5	328,5	334,4	2,4	601	0,0%
Nouvelle-Aquitaine	11 325 420	4,7	322,7	329,4	0,7	189	-4,4%
Occitanie	7 487 760	3,1	335,7	340,6	-0,1	138	-4,8%
Pays-de-la-Loire	38 021 130	15,8	332,0	338,1	2,0	540	-0,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	198 610	0,1	336,2	343,9	3,3	7	-2,3%
D.O.M.		0,0					
FRANCE	240 495 380	100	344	348,8	1,8	3 719	-0,9%

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNl, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. ** y compris Limousin pour les prix.

Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache



Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture :

Bruno Boschiero (CA Meuse)
Maud Marguet (CA Bretagne)
Quentin Mathieu (APCA)
Thierry Pouch (APCA)
Chantal Rovelli (APCA)

